



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRÊTÉ N° 248/DDPP/2019**  
**portant mise en demeure**

Le Préfet de la Loire

VU le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 du titre VII du livre Ier et l'article L. 511-1 du titre I du livre V ;

VU l'arrêté préfectoral n°80/DDPP/2015 du 13 mars 2015 modifié réglementant l'exploitation par la société OI MANUFACTURING FRANCE d'une installation spécialisée dans la fabrication de bouteilles de verre sur le territoire de la commune de Veauche 42340, 2 rue Abbé Delorme ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°5/DDPP/2018 du 8 janvier 2018 relatif à la démarche RSDE ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 14 mars 2019, établi à la suite d'une visite d'inspection du 9 octobre 2018, constatant des non-conformités au regard des dispositions de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2015 susvisé, s'agissant notamment des dépassements récurrents de certaines valeurs limites de rejets atmosphériques ;

**CONSIDÉRANT** qu'au vu de ces éléments, certaines prescriptions applicables à l'installation ne sont pas respectées et qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire par intérim ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1** – La société OI MANUFACTURING FRANCE, pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Veauche (42340), 2 rue Abbé Delorme, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 11.1.1 « rejets atmosphériques » de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2015 susvisé, **dans un délai de dix mois** à compter de la signature du présent arrêté.

**ARTICLE 2** – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 3** – En application des dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux. Ce recours prolonge de 2 mois les délais mentionnés ci-dessus.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ARTICLE 4** - Le Sous-Préfet de Montbrison, le directeur départemental de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et le maire de Veauche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **- 4 JUIL. 2019**

**Le Préfet de la Loire**  
**par délégation**  
**Le Sous-Préfet de Roanne**



copie adressée à :

- société OI MANUFACTURING FRANCE
- 2 rue Abbé Delorme
- 42340 VEAUCHE
- Mairie de Veauche
- Sous-Préfecture de Montbrison
- Inspection de l'environnement DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono